

Convention collective départementale

IDCC : 984. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(EURE-ET-LOIR)
(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

**ACCORD DU 20 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX RAG 2007**

NOR : *ASET0850171M*
IDCC : *984*

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2007 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème joint.

Le barème est établi sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- cas général ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

Article 2

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectué au plus tard à la fin du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3

Le présent avenant et ses annexes, conformément aux articles L. 132-1 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 20 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2007

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	ÉCHELON	CAS GÉNÉRAL	OUVRIERS	AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier	
I	140	1	15 206	O1	15 206	
	145	2	15 297	O2	15 408	
	155	3	15 327	O3	15 510	
II	170	1	15 347	P1	15 611	
	180	2	15 378			
	190	3	15 408	P2	15 712	
III	215	1	15 565	P3	16 311	AM1 16 521
	225	2	15 638			
	240	3	16 270	TA1	17 029	AM2 17 478
IV	255	1	17 112	TA2	17 973	AM3 18 303
	270	2	18 171	TA3	19 136	
	285	3	19 085	TA4	20 058	AM4 20 338
V	305	1	20 338			AM5 21 836
	335	2	22 314			AM6 24 109
	365	3	24 390			AM7 26 052
	395	3	26 349			AM7 28 235